

PARIS, le 13 novembre 1989

Direction générale de l'administration
et de la fonction publique

FP/7 n 17201

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DU BUDGET

Direction du budget
Bureau 2E

2E n 100

Le ministre d'Etat, ministre de
la fonction publique et des
réformes administratives

et

Le ministre délégué auprès du
ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances
et du budget, chargé du budget

à

Mesdames et Messieurs les ministres
et secrétaires d'Etat
Direction chargée du personnel

OBJET émunération des fonctionnaires en conge bonifié dans leur
département d'outre-mer d'origine.
Cas des fonctionnaires originaires des ANTILLES.

En application de l'article 11 du décret n° 78-399 du 20 mars 1978 concernant les congés bonifiés, la rémunération servie pendant ces congés est fixée dans les conditions prévues, antérieurement, pour les congés administratifs à l'article 3 du décret n° 51-725 du 8 juin 1951 modifié par le décret n° 57-482 du 11 juin 1957.

En vertu de ce texte, le fonctionnaire qui bénéficie d'un congé bonifié dans le département d'Outre Mer dont il est originaire peut percevoir une allocation spécifique. Le montant de cette allocation est égal à celui de la majoration de traitement instituée par la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 et de son complément, au taux en vigueur dans ce département.

.../...

Des difficultés d'interprétation sont apparues à l'occasion de congés bonifiés accordés à des couples de fonctionnaires dont l'un est originaire de Guadeloupe et l'autre de Martinique. En effet, une stricte lecture de ces dispositions a conduit certaines administrations à refuser l'allocation aux fonctionnaires originaires d'un des départements des Antilles lorsqu'ils passent ce congé dans l'autre département, éont leur conjoint est originaire.

•
• •

Afin de mettre un terme à toute divergence d'interprétation, il convient d'appliquer à la détermination des droits à rémunération l'article 2 du décret du 20 mars 1978.

Aux termes de cet article, "les départements de la GUADELOUPE et de la MARTINIQUE sont considérés comme formant un même département à'outre-mer" pour l'application du décret.

L'assimilation des deux départements des ANTILLES à un même département d'Outre-mer vaut donc non seulement pour la détermination des droits à congé bonifié mais également pour celle du régime de rémunération.

En conséquence, l'agent originaire des ANTILLES peut percevoir l'allocation d'égal montant à la majoration de traitement des départements d'Outre-mer pendant la durée d'un congé bonifié passé dans le département des Antilles dont est originaire son conjoint.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA
FONCTION PUBLIQUE ET DES REFORMES
ADMINISTRATIVES,

Pour le Ministre d'Etat,
et par délégation

Per empêcheur-c " " , " " pl)néral de
l'admission

LE MINISTRE DELEGUE AUPRES
DU MINISTRE D'ETAT, MINISTRE
DE L'ECONOMIE, DES FINANCES
ET DU BUDGET, CHARGE DU BUDGET,
Pour le Ministre et par délégation

Le Directeur du Budget

Pard Directeur du Budget

ç Uf

Didier BARGAS

Christophe BLANCHARD-DIGNAC